



## Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI (Abidjan, le 7 juillet 2011)

**Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI)** : Mesdames et Messieurs bonjour. Bienvenue au point de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui aujourd'hui aura une invitée spéciale, madame Marie Noëlle Koyara la Représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Côte d'Ivoire. Je vais juste vous donner quelques points sur les activités de l'ONUCI avant de lui passer la parole et ensemble nous prendrons vos questions.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Y J Choi, reçoit ce jeudi, son homologue de la Mission des Nations Unies au Libéria (Minul), Ellen Margrethe Loj, pour discuter des relations intermissions, c'est à dire des relations entre l'ONUCI et de la MINUL sur le plan de la coopération. Les deux représentants spéciaux aborderont les questions liées à l'assistance des Nations Unies pour l'amélioration de la sécurité dans les deux pays. Il s'agira de voir comment appuyer les autorités ivoiriennes et libériennes pour renforcer la quiétude de leurs populations respectives à leur frontière commune.

Mme Loj rejoint Monrovia cette après-midi à l'issue de cette visite au cours de laquelle elle aura des échanges avec certains membres du Corps Diplomatique accrédités en Côte d'Ivoire.

Sur le même registre sécuritaire, la Force de l'ONUCI a effectué **4812** patrouilles terrestres et aériennes au cours du mois écoulé c'est-à-dire le mois de juin. Dans le même ordre, les casques bleus ont poursuivi leurs patrouilles mixtes avec les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) en vue de rassurer davantage les populations en contribuant à l'amélioration de la situation sécuritaire.

La question sécuritaire figure toujours au rang de la priorité des priorités pour l'ONUCI et c'est la raison pour laquelle la mission a décidé d'établir très prochainement 9 nouveaux camps militaires dans l'ouest et le Centre du pays ainsi qu'à Aboisso.

Cette question sécuritaire a également dominé les réunions entre les Chefs militaires des forces impartiales (ONUCI et Licorne) et des forces ivoiriennes. Ils ont, dans ce cadre, examiné divers sujets, notamment la prise en charge par la gendarmerie et la police de la sécurité au port autonome d'Abidjan, le déploiement des Forces dans le Grand Ouest, la saisine du Ministère de la justice par le Ministère de la Défense pour l'activation des prisons civiles de Dabou et de Bassam. Ils ont également examiné les modalités de transfert de la

responsabilité sécuritaire des quartiers Cocody et Plateau entre d'une part les FRCI et, de l'autre, la Gendarmerie et la Police.

Dans le cadre de sa mission de mise en sûreté des populations, l'équipe de dépollution des bombes et munitions non explosées a nettoyé **67** sites sur **70** officiellement déclarés. L'opération se poursuivra jusqu'à son terme, cela va sans dire, et nous réitérons les consignes de prudence aux populations en lui demandant de ne ni toucher ni manipuler ces engins et de signaler la présence de tels engins à l'ONUCI.

Au chapitre de la sensibilisation, l'ONUCI continue d'organiser et d'appuyer des activités multiformes destinées à renforcer la cohésion sociale et à promouvoir la réconciliation nationale.

Dans le Hautassandra et plus précisément à Daloa, une sensibilisation sur le "rôle de la jeunesse dans la promotion de la culture de la paix et la non violence" aura lieu demain, vendredi 8 juillet au Lycée Kali. Dans l'après-midi, cette sensibilisation se déroulera à Grebgeu et sera ponctuée par un match de football entre une formation de Forces spéciales constituées (FPU selon l'acronyme anglais) de Jordanie et une équipe des FRCI.

Le sport sera encore à l'honneur à Abidjan et particulièrement à Adjamé. Nous vous invitons tous à y aller. Il s'agit du Tournoi de la paix et de la réconciliation initié par les FRCI et qui va opposer les FRCI et les Forces Impartiales. Il s'agit de trouver une meilleure cohabitation entre les FRCI et les habitants d'Adjamé. De même une formation mixte composée de joueurs même occasionnels de la Mouvance Présidentielle (LMP) et du Rassemblement des Houphouetistes pour la Paix (RHDP) y prendra part. Pour cette activité, l'ONUCI va octroyer un trophée appelé "Avançons sur la route de la paix" ainsi que d'autres objets promotionnels aux participants.

Samedi 9 juillet, dans le cadre de la sensibilisation toujours, nous nous rendrons à San Pedro aux collèges Moderne et La Ruche de San Pedro pour sensibiliser les élèves sur les valeurs de la culture de la paix avec un regard particulier sur les conflits en milieu scolaire. Vous n'êtes pas sans savoir que les élèves et de manière générale la jeunesse, ont payé un lourd tribut eux aussi à la crise postélectorale.

Enfin le cap sera mis sur le Worodougou pour une série de communications de proximité destinées à différentes cibles qui s'étendra sur le mois de juillet. Les 13 et 14 juillet nous commençons à Séguéla et l'ONUCI sera aux côtés de partenaires locaux et de certaines autorités administratives pour parler paix, cohésion sociale et non-violence au Lycée moderne et au lycée les Elites. Voilà très rapidement ce que j'avais pour vous en guise de présentation. Je vais maintenant passer la parole à ma collègue Marie-Noëlle qui vous fera une présentation et ensuite nous prendrons vos questions.

**Marie Noëlle Koyara (Représentante FAO en Côte d'Ivoire):** Tous mes remerciements encore une fois de plus à nos collègues de l'ONUCI. Et surtout à cette équipe de l'émission Radio-ONUCI. Parce que vous [nous] donnez comme

d'habitude l'occasion de nous exprimer et nous faire écouter par la population, soit sur des informations nouvelles, soit sur les préoccupations que nous souhaitons partager avec la population. Deux points aujourd'hui pourraient retenir notre attention. Juste vous informer que le mois dernier, à Rome, s'est tenue l'Assemblée générale de la FAO qui a permis d'élire un nouveau Directeur général qui prendra ses fonctions en début de l'année prochaine au mois de janvier. Comme deuxième information, c'est de vous faire savoir qu'il y a une mission multidisciplinaire de la FAO, qui est arrivée depuis une semaine et qui va rester en Côte d'Ivoire jusqu'au 20 juillet prochain. Cette mission est arrivée à la demande du gouvernement ivoirien pour appuyer à l'élaboration d'un programme de relance de l'Agriculture et des solutions à la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire. Je laisserai tout à l'heure la parole à mon collègue qui fait partie de la mission et qui pourrait vous donner de plus amples détails sur cette mission qui, pour nous, est très importante, par ce que, comme vous le savez, la FAO, bien que n'étant pas bailleur de fonds, est une grande agence de coopération technique qui appuie les Etats et travaille aussi pour le compte des bailleurs de fonds au niveau de l'élaboration des documents techniques qui sont soumis à financement. Donc, pour nous, le fait que le Directeur général ait répondu positivement à la demande du gouvernement pour que cette mission soit là aujourd'hui, cela va éventuellement raccourcir les choses. Par ce qu'une fois que les documents seront finalisés avec l'onction des autorités ivoiriennes, cela peut être soumis à différents financements des bailleurs de fonds. Sur ces deux informations, je vais laisser la parole à mon collègue qui va vous dire un ou deux mots sur la mission qui est présentement ici. Je vous remercie.

**HT :** Merci Marie-Noelle ! Je vous prie de vous présenter.

***Adama Taoko (Chargé de politique agricole et de développement au Bureau sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest de la FAO, à Accra) :*** Je fais donc partie d'une mission d'Experts de neuf (9) personnes dépêchées par Son Excellence M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, pour venir travailler en concert et en collaboration avec l'ensemble des acteurs, et de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour, dans un premier temps, identifier tous les besoins en matière d'urgence et proposer les actions immédiates à mener et identifier également les moyens de couvrir le financement de toutes ces actions et tout autre besoin complémentaire pour adresser les difficultés post-crisis électorales. Le deuxième aspect de notre travail, est d'accompagner le gouvernement et les acteurs du développement agricole rural dans la relance de la croissance agricole. Pour cela spécifiquement, il s'agira de fusionner deux documents de politiques élaborés par le gouvernement avec l'ensemble de ces acteurs notamment le Programme National de Sécurité Alimentaire et de Nutrition et le Programme National d'Investissement Agricole. En sus de cela également, la mission des Experts avec l'ensemble des acteurs devraient accompagner le gouvernement à identifier une feuille de route, notamment pour la Table ronde des bailleurs de fonds qui prévue en septembre 2011, ainsi que tout le processus pendant la crise et post-crise, et pour la relance de la croissance agricole. Donc, de façon ramassée, c'est l'objet de la mission.

***Uche Egwa (News Agency of Nigeria): I want to find out there are a group of refugees staying at Carrefour....? I spoke with them before coming in and I realized that since they have been there they have never had anything like food in terms of aid, you know, from the FAO. I was wondering why they had to be ignored. At least I know now that for about six months they have not been assisted in any way. Nextly my question has to do with security. In the last one week I have seen altercations in terms of fighting between the FRCI and the Ivorian soldiers on the streets. I would want to know if UNOCI has any form of intervention on this because there is real tension between both soldiers. I have seen them fight twice even shooting. Thank you very much***

**HT:** Yes I will take your second question of course and leave the first one to my colleague. It's a source of concern security as a whole but we are very much concerned with what's happening between what you call the two forces. According to Ivorian authorities we have only one force. But whatever is the reason, it is something we are trying to prevent. Not only to cure but to prevent before it happens. So we are talking to the generals. We have a kind of framework we call the meeting of the generals. It is an issue we are raising with them and they have promised to address those issues. Not only for the military but also for the civilian population because it can be very damaging for the security and safety we are trying to promote and have been trying to promote since April now. We are doing our best. We are talking to the Ivorian authorities. It is not only among the military but it is also between the FRCI and some segments of the population. Yes now UNHCR.

**AT:** Yes thank you for raising this concern. I would like to say that in response to that that currently all the institutions, organizations, be they UN organizations or civil society, NGOs and so on are all currently trying to comprehensively assess the situation. Who is in need, where is he located, what are the needs and how can we address this need. Within the UN organization, as you know, FAO is the leader of a cluster of a number of 15 organisations addressing agriculture, food security and rural development. But in terms of emergency right now, you know that right now there is also World Food Programme, UNHCR and all these are currently doing this work. Among others as I was saying a minute ago that this mission is also meant to comprehensively mobilize all the people working in the assessment and definition of the actual needs and also determining the actual solution action to be taken and also determining also the means and determining also the gaps and trying to address the situation. We are in a post-crisis situation it is not evident that at this point in time we have assessed everything. That is why this needs to be done and FAO actually is catalyzing the process.

***UE: Thank you. My question is for six to seven months they have been ignored in terms of aid you know food going to them and I know that about 13 women were delivered of babies in that camp and at a point time that camp had 700 people using one toilet and one bathroom. So I was wondering why there was no food intervention in that place why were they ignored.***

**HT:** Anyway it is something we will put to our colleagues from UNHCR because they are the ones dealing with the camp. In addition to that OCHA and WFP are also helping. I don't think now we are in a position to give you a comprehensive answer. So we need to check with them and may be revert to you.

**OE:** Otherwise you know that in FAO and UN agency operations there is no discrimination. Thank you very much.

**Olivier Monnier (Bloomberg News):** *J'ai deux questions. La première concerne la sécurité. Hier je suis allé à Tiassalé, à peu près 100 km au nord d'Abidjan, on a vu un nombre assez important de barrages tout au long de la route. Est-ce quelque chose que vous prenez en compte ? Qu'est ce que vous avez noté sur cela ? Prévoyez-vous de travailler avec les FRCI pour diminuer le nombre de barrages. La deuxième question concerne le programme, je suis arrivé un peu en retard et j'ai dû louper des choses, mais j'aimerais savoir est-ce que vous avez une idée du nombre de personnes qui doivent être concernées par le programme d'urgence de la FAO?*

**HT :** Pour la première question, j'ai dit tout à l'heure à votre collègue de la NAN que la question de sécurité était une préoccupation pour nous, et les barrages font partie de cette question de sécurité mais aussi de confiance entre les populations et les FRCI. La semaine dernière, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Y J Choi, était dans l'ouest avec le ministre de l'intérieur. Et tout le monde a reconnu la nécessité d'améliorer les relations entre les FRCI et les populations. La première responsabilité naturellement appartient aux Ivoiriens, la décision en tout cas. Et dans le cadre également de la réunion des quatre généraux, ce sont des questions que nous abordons pour leur trouver une solution le plus rapidement possible. Il ne s'agit pas seulement d'une question militaire. Il s'agit aussi de rétablir la confiance et des relations pacifiques de coexistence entre les populations et les militaires. Nous nous y attelons, nous en parlons beaucoup et à chaque fois que nous constatons qu'il y a des barrages qui ont été levés, c'est une victoire pour nous mais il faut éviter que les barrages qui ont été levés soient reconstitués tout de suite après.

**AT :** En ce qui concerne le nombre de personnes qui sont dans le besoin, comme vous le savez, les effectifs sont en fluctuation. Les déplacés qu'on a réussi à remettre dans leur milieu d'origine en général et pour qui on a réussi à donner l'appui pour la réinstallation, viennent en déduction mais il y en a aussi d'autres qui s'ajoutent. Actuellement, le chiffre que nous avons tenté d'avoir était autour de 280 à 300 000 personnes. Mais je le redis encore une fois, c'est un chiffre indicatif et ce n'est réellement qu'à la fin du processus d'évaluation dont je vous ai parlé tantôt que l'on peut avancer des chiffres plus précis parce que cela va couvrir l'ensemble du territoire. Merci

**HT :** Merci, apparemment il n'y a plus de questions. Nous nous rencontrons jeudi prochain.

\*\*\*\*\*

***Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:***

Hamadoun Touré, Porte-parole

Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-020235107

Email: [hamadoun@un.org](mailto:hamadoun@un.org).

<http://www.onuci.org>